Mandats de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme; du Groupe de travail sur la détention arbitraire; de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association

Réf. : AL DZA 4/2022
(Veuillez utiliser cette référence pour répondre)

14 juin 2022

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme; Groupe de travail sur la détention arbitraire; Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, conformément aux résolutions 43/16, 42/22, 43/4 et 41/12 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que nous avons reçues concernant la condamnation du blogueur **Merzoug Touati**, à une peine d'un an de prison ferme et une amende de 100 000 DA qui semblent représenter une criminalisation de l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression, et à la défense des droits humains.

M. Touati a géré une page Facebook ainsi qu'un blog, alhogra.com, pour principalement s'exprimer sur des sujets liés à la situation politique et aux droits humains en Algérie. Il y a notamment dénoncé les agissements et pratiques de corruption d'élus locaux, l'abus de pouvoir et le tribalisme.

M. Touati a fait l'objet d'une précédente communication DZA 2/2018, envoyée le 18 juin 2018 par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur le droit de la réunion pacifique et la liberté d'association, et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits humains. Nous remercions et prenons bonne note de la réponse du Gouvernement de votre Excellence en juin 2019.

Par ailleurs, les articles du Code pénal sur la base desquels M. Touati a été condamné ont fait l'objet d'une communication, OLA DZA 12/2021, envoyée le 27 décembre 2021. Nous sommes reconnaissants de la réponse que nous a apporté le Gouvernement de votre Excellence.

Selon les informations reçues :

Le 15 novembre 2021, M. Touati aurait reçu une convocation lui notifiant de se rendre au service de la cybercriminalité du commissariat de Bejaia, où il se serait rendu dès le lendemain. Une fois sur place on lui aurait fait savoir qu'il devait se rendre au service de cybercriminalité de Ghardaïa qui se trouve à 700 km de son lieu de résidence, sans donner de raison. Cela a eu lieu peu de temps après que M. Touati ait publié un rapport fin octobre 2021 sur les conditions d'incarcération d'un détenu de longue durée.

Le 28 décembre 2021 M. Touati se serait rendu au commissariat de Ghardaïa, où il aurait été mis en garde à vue. Il aurait été en mesure d'appeler sa famille

depuis Ghardaïa deux fois mais n'aurait pas obtenu la permission d'appeler son avocat. C'est son épouse qui aurait contacté les avocats le même jour.

Le 29 décembre 2021 M. Touati aurait été déféré au tribunal de Ghardaïa en comparution immédiate, avec un de ces avocats qui est du barreau de Ghardaïa. Il aurait été inculpé de « outrage à corps constitué », et « diffusion de fausses informations » suite à son rapport public d'octobre 2021 sur les conditions d'incarcération dans un cas bien connu d'un militant amazigh Mozabite purgeant une peine à perpétuité depuis 2006 dans la prison de Ghardaïa. Le "corps constitué" dans ce cas sont les magistrats qui ont jugé le cas du militant. M. Touati avait souvent écrit sur la situation de ce dernier sur son réseau social et son blog, elhogra.com. Le procureur public aurait requis deux années de prison ferme et une amende de 200.000 dinars (environ 1,3120€).

Les avocats de M. Touati auraient demandé le report du procès étant donné que la comparution immédiate n'était pas justifiée dans cette affaire. Le procès aurait alors été reporté au 3 janvier 2022, ne laissant que trois jours aux avocats pour préparer la défense de M. Touati. Ensuite, M. Touati aurait été transféré à la prison de Ghardaïa où il aurait été mis sous mandat de dépôt.

Le 3 janvier 2022, la Cour de Ghardaïa aurait prononcé une peine d'emprisonnement d'un an ferme et une amende de 100.000 dinars (environ 656€) pour outrage à corps constitué et diffusion de fausses informations. Pendant les procès, les avocats auraient soulevé une exception d'incompétence quant à la juridiction territoriale du tribunal de Ghardaïa, et auraient ensuite fait appel pendant les huit jours autorisés par la loi. M. Touati aurait fait appel du jugement de la cour de première instance.

Le 9 février 2022, en appel devant la Cour de cassation de Ghardaïa, le juge aurait refusé de reconnaître l'incompétence de la juridiction territoriale de Ghardaïa pour traiter de l'affaire et le procureur aurait requis l'aggravation de la peine.

Le 16 février 2022, le juge de la cour d'appel aurait confirmé la peine prononcée en première instance.

Le 1^{er} mars 2022 M. Touati aurait été transféré à la prison de Laghouat qui se trouve à 550 km de Bejaia, son lieu de résidence, sans que quelconque raison lui soit donnée.

Le 29 mars 2022, M. Touati aurait entamé une grève de la faim pour protester contre les conditions de son incarcération, contre les intimidations qu'il aurait subies dès son transfert au centre pénitencier et demander une procédure de rapprochement à son lieu de résidence à Bejaia, à une distance de 7'500 km de Laghouat, rendant difficile voire impossible les visites de sa famille et de ses avocats. Les instances pénitentiaires nieraient sa grève de la faim, ce qui empêcherait M. Touati de bénéficier d'un suivi adapté.

Le 6 avril 2022, l'épouse de M. Touati lui aurait rendu visite à la prison, et aurait constaté qu'il avait perdu beaucoup de poids, était jaunâtre et avait du mal à parler, à se tenir debout, et se tordait de douleur. Son épouse aurait alors

demandé audience avec le directeur de la prison, qui aurait nié la grève de la faim de M. Touati ; il aurait indiqué avoir été informé des demandes de M. Touati mais aurait affirmé qu'il n'était pas dans son pouvoir de répondre à ces dernières, surtout compte tenu du grand nombre de détenus dans la prison. Il aurait assuré Mme. Touati que la pharmacie de la prison disposait de tous les soins nécessaires. Mme. Touati l'aurait toutefois convaincu d'acheter des pansements gastriques à M. Touati, qu'elle lui laisserait auprès de l'administration de la prison.

Le 10 avril 2022, l'épouse de M. Touati se serait rendue à la direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion où elle aurait déposé une demande de rapprochement de M. Touati à sa ville de résidence, ainsi qu'une requête pour alerter sur la détérioration de son état de santé, et elle leur aurait demandé d'intervenir afin de préserver sa vie. Ce même jour, M. Touati aurait réussi à faire parvenir à son épouse un message par le biais de la famille d'un autre détenu de la même prison que son état se serait encore empiré et que, le 6 avril 2022, il avait été transféré à l'infirmerie de la prison.

Le 14 avril 2022, la famille de M. Touati aurait appris qu'il avait été transféré à l'hôpital de Laghouat après avoir perdu beaucoup de poids, souffert de douleurs à l'estomac et étant à peine capable de se tenir debout. Sa famille ne serait pas parvenue à avoir de ses nouvelles de l'hôpital.

Le 17 avril 2022, la famille de M. Touati aurait appris qu'après avoir passé cinq jours à l'hôpital de Laghouat, M. Touati aurait bénéficié du rapprochement qu'il avait demandé et qu'il était désormais à la prison de Ain Oussara. Toutefois, son épouse ne l'aurait ni trouvé à cette dernière, ni à la prison de Berouaga où elle aurait été redirigée.

Le 18 avril 2022, son épouse aurait retrouvé M. Touati à la prison de Bouira, à une distance de 150 km de sa maison ; sa santé se serait améliorée.

La famille de M. Touati aurait été informée de manière informelle qu'il était inscrit sur une liste de grâce présidentielle, réduisant sa peine de six mois, ce que le permettrait de quitter la prison le 29 juin 2022.

Le 24 avril 2022, M. Touati serait passé par visioconférence devant le tribunal de Bejaia en tant que prévenu dans une nouvelle affaire dont les chefs d'accusation sont : incitation à attroupement non armé et de publications pouvant porter atteinte à l'unité nationale. Il aurait reporté cette visioconférence car ses avocats n'avaient pas été informés, et le procès aurait donc été reporté au 8 mai, puis au 15 mai, et finalement au 22 mai 2022.

Le 28 avril 2022, l'épouse de M. Touati aurait découvert qu'il avait de nouvelles charges portées contre lui dans un procès qui serait fixé au 31 mai 2022 avec les mêmes chefs d'accusation d'incitation à attroupement non armé et de publications pouvant porter atteinte à l'unité nationale.

Le 12 mai 2022, l'épouse de M. Touati aurait appris que son procès en appel du verdict rendu le 13 mars 2021 - d'une peine d'une année de prison ferme et de 100 000 DA d'amende pour collecte de dons non autorisée - serait aussi programmé aussi pour le 22 mai 2022.

La santé de M. Touati se serait s'améliorée, mais il aurait des craintes que ces nouvelles affaires auraient pour but de faire barrage à sa libération prévue pour le 29 juin 2022.

Des préoccupations sont exprimées au sujet de la condamnation depuis au moins quatre ans de Merzoug Touati qui semble être liée à ses activités de blogueur et notamment à l'expression de ses opinions politiques sur Internet. Nous exprimons également nos préoccupations quant à la criminalisation de l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression, et à la défense des droits humains. De plus, M. Touati semble être poursuivi légalement depuis 2018 uniquement en raison de sa défense pacifique des droits humains.

Nous sommes également préoccupés par l'utilisation de la loi n° 20-06 d'avril 2020, introduite à l'article 196 bis du Code pénal et qui dispose que : « Est puni d'un emprisonnement d'un (1) an à trois (3) ans et d'une amende de 100.000 DA à 300.000 DA, quiconque volontairement diffuse ou propage, par tout moyen, dans le public des informations ou nouvelles, fausses ou calomnieuses, susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public. »

Nous sommes inquiets de l'absence de lien entre des informations « fausses » et les restrictions permises à l'article 19 (3) et à l'article 20 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques, ce qui confère aux autorités un large pouvoir discrétionnaire. L'imprécision quant aux termes employés par cet article constitue une restriction disproportionnée à la liberté d'expression, d'autant plus que les peines prévues - un à trois ans d'emprisonnement - sont manifestement disproportionnées par rapport aux intérêts mal définis par cette loi. Cela ouvre la voie à des poursuites judiciaires contre des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme pacifiques ou toute personne partageant des contenus critiques, considérés a posteriori par les autorités comme étant « faux » et limitant ainsi tout débat public.

Sans préjuger de l'exactitude des informations reçues, nous exprimons une vive préoccupation concernant les allégations selon lesquelles M. Touati s'est vu refuser le droit d'une procédure régulière et un procès équitable tout au long de sa détention.

Nous émettons cet appel afin de préserver les droits de M. Touati d'un préjudice irréparable et sans préjuger d'une éventuelle décision de justice.

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous vous prions de bien vouloir vous référer à l'annexe ci-jointe qui énonce **les textes relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits humains.**

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants :

1. Veuillez nous fournir toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.

2. Veuillez nous fournir toute information sur les fondements juridiques et factuels justifiant l'arrestation et la détention de M. Touati, ainsi que les garanties juridiques et procédurales qui lui ont été accordées dès son arrestation, lors des interrogatoires et de son procès, y compris l'accès à un conseil de son choix et le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense. Veuillez expliquer comment ces garanties sont conformes aux normes et standards internationaux en matière des droits humains.
3. Veuillez nous faire parvenir des informations concernant les enquêtes qui auraient été ouvertes contre M. Touati. Veuillez nous faire parvenir des informations concernant les motifs de la poursuite judiciaire et de la condamnation de M. Touati, ainsi que leurs conformités avec les normes et standards internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier, avec les articles 19 et 21 du Pacte International Relatif aux droits Civils et Politiques (PIDCP).
4. Veuillez préciser les fondements juridiques des convocations adressées à M. Touati pour le 8 et le 31 mai 2022, dans le cadre de deux autres affaires, ainsi que les mesures prises afin de s'assurer de la conformité des procédures avec les normes et standards internationaux relatifs aux droits humains.
5. Veuillez nous faire parvenir des informations sur les mesures qui ont été prises pour veiller à ce que les défenseurs de droits humains, y compris les journalistes, les bloggeurs et toute personne souhaitant exercer son droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique, puissent exercer leurs droits et travailler dans un environnement favorable où ils peuvent mener leurs activités légitimes sans crainte de harcèlement, de stigmatisation, de répression ou de criminalisation de quelque nature que ce soit.

Nous serions reconnaissants de recevoir une réponse de votre part à ces questions dans un délai de 60 jours. Passé ce délai, cette communication, ainsi que toute réponse reçue du Gouvernement de votre Excellence, seront rendues publiques sur le [site internet](#) rapportant les communications. Elles seront également disponibles par la suite dans le rapport habituel présenté au Conseil des droits de l'homme.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous prions le Gouvernement de votre Excellence de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des droits et des libertés de l'individu mentionné, de diligenter des enquêtes sur les violations qui auraient été perpétrées et de traduire les responsables en justice. Nous prions aussi votre Gouvernement d'adopter, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition des faits mentionnés.

Nous aimerions informer le Gouvernement de votre Excellence qu'après avoir adressé une communication conjointe au Gouvernement, le Groupe de travail sur la détention arbitraire peut transmettre l'affaire par sa procédure régulière afin de rendre un avis quant à savoir si la privation de liberté était arbitraire ou non. De telles communications ne préjugent en aucune façon l'avis du Groupe de travail. Le Gouvernement est tenu de répondre séparément à la communication conjointe et à la procédure régulière.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

Mary Lawlor
Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

Mumba Malila
Vice-Président du Groupe de travail sur la détention arbitraire

Irene Khan
Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et
d'expression

Clément Nyaletsossi Voule
Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association

Annexe

Références aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur les articles 6, 9, 14, 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), ratifié par l'Algérie le 12 septembre 1989, qui garantissent les droits à la vie, à la liberté et à la sécurité, l'interdiction de la détention arbitraire, le droit à un procès équitable, le droit à la liberté d'expression et le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association.

À cet égard, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur l'article 9 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, lequel prévoit que Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé, ainsi que l'article 9 du Pacte, lequel garanti à tout individu le droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Aux termes de l'article 9 du Pacte, nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs, et conformément à la procédure prévus par la loi. Conformément à l'Observation générale n° 35 du Comité des droits de l'homme ainsi qu'à la jurisprudence du Groupe de travail sur la détention arbitraire, toute arrestation ou détention visant à sanctionner l'exercice légitime des droits protégés par le Pacte, dont le droit à la liberté d'opinion et d'expression (art. 19), peut être considérée comme arbitraire.

En outre, nous rappelons également que l'article 9(3) du Pacte prévoit que la détention des personnes qui attendent de passer en jugement doit être l'exception et non pas la règle. Selon l'Observation générale n° 35 du Comité des droits de l'homme, la détention avant jugement doit reposer sur une évaluation au cas par cas déterminant qu'elle est raisonnable et nécessaire au regard de toutes les circonstances, par exemple pour éviter que l'intéressé ne prenne la fuite, ne modifie des preuves ou ne commette une nouvelle infraction. Le Comité souligne aussi que les tribunaux doivent étudier la possibilité d'appliquer des mesures de substitution à la détention avant jugement, comme la libération sous caution, le bracelet électronique ou d'autres conditions, qui rendraient la privation de liberté inutile dans le cas précis.

Nous souhaiterions aussi rappeler au Gouvernement de votre Excellence que l'article 14 du Pacte garanti le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer de manière confidentielle avec le conseil de son choix. L'accès à un avocat doit être garanti à toutes les étapes de la procédure, y compris immédiatement après l'arrestation, et cet accès doit être accordé sans délai.

Nous rappelons aussi que l'article 19 paragraphe 3 et les articles 21 et 22 du PIDCP prévoient que si elles existent, les restrictions aux droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association, doivent être prévues par la loi, et doivent strictement être nécessaires et proportionnelles dans une société démocratique.

Par ailleurs, nous souhaiterions rappeler les dispositions de la résolution 24/5 du Conseil des droits de l'Homme qui rappelle aux États leur obligation de respecter et de protéger pleinement le droit de tous les individus de se réunir pacifiquement et

de s'associer librement, ainsi que leur obligation de faire en sorte que les restrictions éventuellement imposées au libre exercice du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association soient conformes aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'Homme.

Nous aimerions attirer l'attention du Gouvernement de Votre Excellence sur la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme. Notamment, l'article 5(a) indique que « [a]fin de promouvoir et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, aux niveaux national et international [d]e se réunir et de se rassembler pacifiquement ».

Nous souhaiterions également attirer l'attention de votre Gouvernement sur les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (A/RES/53/144), également connu sous le nom de « Déclaration de l'ONU sur les défenseurs des droits de l'homme », et en particulier les articles 1, 2, 5, 6, 8 et 12.

Nous rappelons au Gouvernement de Votre Excellence que dans son Commentaire 32 (2007) sur l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Comité des droits de l'homme a souligné que le droit à l'égalité devant les cours et tribunaux et à un procès équitable est un élément clé de la protection des droits et sert de moyen procédural pour sauvegarder l'état de droit. (CCPR_C_GC_32_FR). L'article 14 du PIDCP prévoit entre autres, le principe d'égalité devant des tribunaux compétents, indépendants et impartiaux, la présomption d'innocence, la mise à disposition de temps et de facilités pour la préparation de la défense, et le droit des accusés de communiquer avec les conseils de leur choix.